

1919 : LE BILAN MILITAIRE

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL VINCENT ARBARÉTIER - PROMOTION « MONTCALM » (1980-82),
CHEF DU DÉPARTEMENT « HISTOIRE ET SYMBOLIQUE » DU SERVICE HISTORIQUE DE LA DÉFENSE

Huit mois après la signature de l'armistice, au défilé de la victoire du 14 juillet 1919, les Parisiens purent assister au défilé des troupes victorieuses regroupant l'ensemble des troupes alliées ayant participé à la Grande Guerre, précédées et placées par ordre alphabétique derrière l'armée française et ses trois maréchaux, Foch, le commandant en chef des troupes alliées, Joffre, le vainqueur de la Marne et Pétain à la fois vainqueur de Verdun et généralissime de l'armée française.

En 1919, alors que les pourparlers diplomatiques avaient eu lieu à Versailles et dans d'autres localités de la région parisienne, Paris était devenu le centre du monde de la diplomatie et l'armée française, la grande armée victorieuse de ce premier grand conflit mondial, devenue par son rôle, l'inspiratrice des autres armées alliées, qui pour la plupart d'ailleurs en avait adopté le même casque de type Adrian.

Dans ce monde en trompe-l'œil, l'armée française, malgré son million d'hommes encore sous les drapeaux, sur les quatre millions encore mobilisés sur le front occidental le 11 novembre 1918, joue le rôle d'armée principale alliée. Les plus nombreux sur le sol français sont en fait les derniers venus, les Américains qui y ont quatre millions deux cent mille soldats mobilisés le jour de l'armistice. La démobilisation et le retour dans leurs foyers de millions de soldats ne sont pas sans poser en France et dans les pays alliés de nombreux soucis.

Les armées françaises en 1919 restent déployées sur nombre de théâtres d'opérations, à commencer par la Russie devenue soviétique et en Europe centrale et méridionale. D'ailleurs, le sous-secrétariat à la démobilisation, créé le 6 décembre 1918, dont la mission consistait aussi dans le retour des prisonniers de guerre, avait été mis sous l'autorité de Louis Deschamps, un député de la gauche républicaine et démocratique, qui assumera ses fonctions jusqu'en novembre 1919.

Comme le soulignent Maurice Vaisse et Jean Doise¹, « Malgré la hâte des combattants et de l'opinion publique, le haut-commandement ne veut pas démobiliser trop vite. Il tient à conserver des effectifs importants pour faire face à trois missions : disposer d'une force d'intervention dans le cas d'une reprise des opérations en Allemagne ; posséder des unités chargées de missions extérieures, en Orient et au Levant, en Pologne et en Tchécoslovaquie, dans les territoires à plébiscite², en Afrique du Nord et dans les colonies ; enfin contribuer au rapatriement des prisonniers de guerre et à la reconstitution des régions dévastées ».

En Grande-Bretagne, la situation était semblable à celle de la France. La menace de guerre civile en Irlande, en Russie, la situation trouble en Mésopotamie, les troubles intérieurs à Glasgow et la troisième guerre anglo-afghane exigèrent que l'armée et la *Royal Navy* restassent mobilisées. Sur les quatre millions d'hommes encore sous les drapeaux en

1918, la moitié seulement (essentiellement ceux en France) furent démobilisés.

En Italie, la démobilisation massive des soldats et des sous-officiers (presque trois millions de combattants) provoqua des troubles qui devaient trois ans plus tard aboutir à la mise en place du régime fasciste de Mussolini ; beaucoup allaient constituer le gros des chemises noires qui allaient marcher sur Rome et porter le Duce au pouvoir et au poste de président du conseil. Le roi Victor-Emmanuel III allait symboliser la permanence du régime et restait chef des armées. Les armées italiennes, comme les britanniques et les françaises restaient engagées en Asie mineure contre les troupes de la Turquie naissante.

Le traité de Versailles, signé le 28 juin 1919, soit cinq ans jour pour jour après l'attentat de Sarajevo, allait voir apparaître de nouveaux États en Europe avec de nouvelles frontières dont le tracé ne fut assuré matériellement qu'un ou deux ans après sa signature. Les nouvelles armées nationales issues de la désintégration de l'empire austro-hongrois furent créées, pour la plupart, sous l'influence française et reçurent des instructeurs de notre pays, notamment

**Malgré la hâte des combattants
et de l'opinion publique,
le haut-commandement
ne veut pas démobiliser trop vite**

en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Roumanie. L'armée yougoslave fut une extension de l'armée serbe et intégra comme elle le put les Croates, les Bosniaques et les Slovènes qui avaient combattu loyalement sous le drapeau impérial et royal, et ce, non sans quelques difficultés. La Pologne allait se heurter au danger de reconquête de la part des Bolcheviks et ne résista en 1920 que grâce à l'aide et au soutien français. D'ailleurs en 1919, de nombreuses missions françaises furent envoyées de par le monde dont la très célèbre mission du général Gamelin activée jusqu'en 1940. Les officiers français imposaient leur doctrine et leurs armements, chars FT 17 et avions SPAD compris. Signée le 14 août 1920, la Petite Entente fut une alliance tripartite entre la république tchécoslovaque et les royaumes de Roumanie et de Yougoslavie qui visaient à s'unir en vue de contrer une menace pouvant venir d'Italie (Yougoslavie et la ville de Fiume), de Russie soviétique (Roumanie) ou de la Hongrie du Régent Horty (Tchécoslovaquie). Cette alliance visait à faire respecter les clauses du traité de Trianon signé le 4 juin 1920, sous le patronage de la France qui équipait l'ensemble de ces quatre armées avec ses matériels et équipements.

(1) In Doise Jean et Vaisse Maurice, *Politique étrangère de la France. Diplomatie et outil militaire*, éditions Point Histoire, Paris, 1987, page 328

(2) La Sarre et la Silésie notamment.

Du côté adverse, l'armée allemande invaincue aux yeux de son opinion publique que Ludendorff convainc que c'est le « coup de poignard dans le dos » des révolutionnaires qui l'a forcé à signer les clauses de l'armistice à Rethondes, est encore riche en effectifs et suffisamment puissante pour contrer toute velléité de coup d'état communiste comme le montrent les répressions menées en 1919 par les « corps francs » à Berlin contre les Spartakistes et à Munich, où la « république des conseils de Bavière » est écrasée dans le sang, notamment. Le parti nazi allait apparaître à Munich deux ans plus tard, d'où allait émerger Adolf Hitler.

Au plan purement militaire, l'armée impériale allemande allait être dissoute en tant que telle et reconstituée sous la forme d'une petite « *Reichswehr* » limitée à cent mille hommes professionnels aux ordres du général von Seeckt. Ce dernier, nommé chef de la « *Heeresleitung*³ » en octobre 1919, s'appliqua à recruter au cas par cas des individus, engagés de tous grades, fidèles à la monarchie, et qui avaient montré leur aptitude durant le conflit. Son idée était de rassembler dans une sorte de « noyau-clé » d'une armée appelée à augmenter rapidement en cas de besoin, les individus les plus aptes de l'ancienne armée. Il est à souligner que l'élément aristocratique dans la *Reichswehr* était plus important que dans l'armée impériale. À partir de 1921, von Seeckt fit en sorte d'organiser les entraînements de ses troupes en faible nombre, dans la montagne, loin du regard des officiers des commissions internationales de contrôle, et ce, à toutes les armes, quelles que fussent leurs appartenances.



L'Europe à la sortie de la guerre en 1918

Alors que pendant plusieurs années, les armées alliées, françaises, britanniques, italiennes, voire grecques, allaient être engagées en Turquie, en Russie ou en Haute-Silésie⁴ pour y faire de l'interposition, ou même au Maroc contre Abdelkrim, l'armée allemande allait, dans la plus grande confidentialité, avec l'aide des Soviétiques depuis le traité de Rapallo signé en marge des négociations de Gênes, le 16 avril 1922, reconstituer de manière la plus efficace possible le noyau-clé d'une nouvelle force armée avec le test et l'entraînement sur de nouveaux types d'armements. Ce traité met ainsi en place une collaboration militaire secrète qui durera jusqu'en 1933 avec des camps d'entraînement allemands secrets en URSS dont une école des gaz de combat à Saratov, une école d'aviation près de Lipetsk et un centre d'études et d'entraînement des chars de combat à Kazan.

Ainsi, le bilan très favorable des Alliés à la fin du premier conflit mondial, ne peut faire oublier, outre la léthargie des doctrines et le vieillissement des armements, la très grande activité des militaires allemands qui, dès 1919, prépareront la revanche de concert avec la Russie soviétique, l'autre paria des relations internationales de l'époque. Russes et Allemands prépareront ensemble les premières victoires d'Hitler de 1939 à 1942, qu'on appellera un peu facilement le Blitzkrieg.



Officier des transmissions, le lieutenant-colonel Arbaretier a servi dans les forces, en écoles et en états-majors nationaux et internationaux. Chef du département histoire et symbolique du Service historique de la Défense depuis le 1^{er} août 2017, il est docteur en histoire. Auteur de nombreuses publications et de plusieurs ouvrages d'histoire militaire, c'est un des plus grands spécialistes des deux conflits mondiaux.

(3) Commandement de l'armée de Terre

(4) Voir la HDR de Rémy Porte portant sur ce sujet